

L'éolien à tout prix, une impasse écologique

D'un côté, les pouvoirs publics encouragent l'installation de coûteuses éoliennes qui défigurent le paysage et ne produisent que par intermittence. De l'autre, Bruxelles décourage l'hydroélectricité en voulant détruire barrages et moulins au nom de la continuité des cours d'eau. Où est la logique écologique ?



Malgré des dizaines de milliards de subventions détournées du pouvoir d'achat des Français (sous forme d'impôts), l'éolien est l'une des énergies les moins rentables du mix énergétique français. (Photo : Shutterstock)

[Tweeter](#)

Par Édouard Tétreau

Associé-gérant de Mediafin



Édouard Tétreau

Associé-gérant de Mediafin

C'est un des mystères français les plus intrigants de notre époque : alors que des milliers d'éoliennes fleurissent sur le territoire, des dizaines de milliers de moulins, barrages, retenues d'eau, lacs, écluses et biefs sont voués à la destruction administrative.

Pour paraphraser la formule du général de Gaulle, l'écologie étant une affaire bien trop sérieuse pour la confier à des écologistes, tentons de l'aborder ici en novice et sans parti pris.

Dans un ouvrage aussi courageux que documenté (*), Pierre Dumont et Denis de Kergorlay détaillent ce naufrage annoncé qu'incarne le parc éolien terrestre français. 7.000 éoliennes, de plus en plus nombreuses (objectif 50.000 à horizon 2050) et de plus en plus grandes, font couler toujours plus de béton dans la terre ; massacrent nos paysages, constitutifs de notre patrimoine et de notre identité ; font la fortune [d'une poignée de financiers, d'industriels et d'agriculteurs](#) plus chanceux ou connectés qu'avisés.

Frankenstein écologique

Avec ces cornes d'abondance de béton et de métal mêlés, viennent leurs corollaires : la prévarication, la pollution des terres, la mise en danger de la faune animale, des oiseaux et des chauve-souris. N'en jetez plus ? Ah, si, un dernier détail : malgré des dizaines de milliards de subventions détournées du pouvoir d'achat des Français (sous forme d'impôts), l'éolien, cerise sur le gâteau, est l'une des énergies les moins rentables du mix énergétique français : deux fois le coût du nucléaire ; 57 % plus cher que le solaire ; et l'intermittence de cette énergie oblige à doter les éoliennes de moyens de production pilotables... émetteurs de CO2 ! En langage de Millennials, cela s'appelle un vent.

Ce Frankenstein écologique est le fruit de deux des pires maux français actuels : d'abord, [l'option préférentielle pour l'idéologie et l'affichage politique](#) plutôt que les faits : les éoliennes sont ruineuses et nuisent à l'environnement, et alors ? Ces monuments visibles de « l'action en faveur du climat » — périphrase qui ne signifie rien — sont la preuve vivante que les politiques font de l'écologie. L'objectif est atteint. Ensuite, le jacobinisme bureaucratique, peu importe qu'il soit parisien ou bruxellois, s'impose à la connaissance et l'initiative locales.

Alors que se déploient sur tout le territoire ces verrues verticales polluantes, l'on a décidé, entre Paris et Bruxelles, qu'il fallait condamner à mort des milliers d'ouvrages, souvent centenaires et parfaitement intégrés au paysage, produisant une énergie alternative millénaire particulièrement compétitive : l'eau.

La France, avec 74 fleuves, 416 rivières, 1 714 canaux et 1 288 torrents, est [dotée d'un gigantesque potentiel hydroélectrique](#). S'il existe un débat d'experts sur le chiffre exact de ce potentiel (entre 10 000 et 40 000 mégawatts), l'Agence internationale de l'énergie (rapport 2017) l'évalue à 25 000 mégawatts, soit davantage que le potentiel des énergies fossiles ; cinq fois celui du solaire, trois fois celui de l'éolien. Et avec des installations, basses, qui se fondent naturellement dans nos paysages, respectant l'environnement, tout en stimulant l'activité et les centaines de milliers d'emplois de la filière BTP-construction. Des emplois non délocalisables, à la différence des productions de photovoltaïques et d'éoliennes, très loin du territoire français.

Des ouvrages menacés

Pourquoi cette ruée vers l'or de l'eau n'a pas encore eu lieu ? D'abord à cause de Bruxelles : au nom du principe de la continuité écologique, [la directive-cadre sur l'eau \(2000\)](#) impose à la France de détruire tout ce qui pourrait faire entrave au cours de l'eau, rivière par rivière. Les ayatollahs de l'écologie politique s'engouffrent dans cette brèche curieuse (imagine-t-on l'équivalent sur la terre ferme, où il faudrait détruire tout ce qui fait « entrave » à la nature ?) et, aidés en cela par des administrations zélées, poussent les services de l'Etat à une véritable frénésie destructrice. En Seine-Normandie, en Artois-Picardie, en Loire-Bretagne, ce sont des milliers d'ouvrages, du simple moulin jusqu'aux barrages de la Sélune, que l'on veut détruire avec l'argent public, [le plus souvent contre l'avis des populations locales](#).

Les idéologues, les administrations parisiennes et Bruxelles auront le dernier mot ; et tant pis si la réalité de la nature et le mystère de la vie vont à rebours de ces dogmes : ce n'est pas parce que vous interrompez un cours d'eau que les grenouilles, puis les poissons, ne vont plus s'y déployer en abondance. Au contraire. Simplement, pour comprendre ces phénomènes, il faut non pas tracter, tweeter, ou faire du lobbying rue de Grenelle. Mais aller au contact de la nature ; arpenter les lacs et les rivières ; faire preuve aussi d'une forme d'humilité, si étrangère aux écologistes militants qui veulent façonner le monde et ses habitants à leur image.

Ce deux poids, deux mesures est révélateur. Pour les éoliennes, le pouvoir politique lève les obstacles et promeut une industrialisation des campagnes. Contre l'hydroélectricité, il s'érige en défenseur d'une vision dogmatique de l'écologie où la nature n'est belle que débarrassée de l'empreinte de l'homme, et tant pis si cette empreinte est là depuis des siècles.

Le moment est venu, pour ceux qui ont la véritable écologie au coeur — non pas ce militantisme de l'homme et de l'environnement nouveaux, mais bien, étymologiquement, cette « science de la maison », de la terre que nous habitons — de s'investir dans le grand débat. Et de faire valoir une vision plus humaine, plus humaniste et plus respectueuse de notre terre.

(*) « Eoliennes : chronique d'un naufrage annoncé », Editions François Bourin, 2018.